

**Union européenne - Autriche -  
Pologne - Migrations - Élections  
européennes - Entretien de Mme  
Nathalie Loiseau, ministre chargée  
des affaires européennes, avec  
«France Info» - extraits  
(Paris, 19 décembre 2017)**

Q - Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour.

Q - Nous allons effectivement profiter de notre entretien pour parler de l'Europe, ce que l'on ne fait pas souvent. Nous n'avons pas forcément été très attentifs à ce qui s'est passé en Autriche qui a un nouveau gouvernement depuis dimanche, dirigé par Sebastian Kurz. Il a 31 ans, c'est le plus jeune dirigeant occidental, et il a trouvé un accord avec le parti d'extrême droite. Six ministres au total, trois ministres d'extrême droite dans des fonctions importantes, qui dirigeront la diplomatie, la police, l'armée, autrichiennes. François Hollande s'en est ému hier, c'est assez rare pour être signalé, dans un tweet, l'ancien président de la République a indiqué que «la composition du nouveau gouvernement autrichien avec l'extrême droite dans des ministères régaliens est contraire aux valeurs que l'Europe porte.» Et comme nous connaissons peu cette extrême droite autrichienne en France, je vous propose d'écouter un court extrait de Heinz-Christian Strache, qui disait ceci, c'est le patron du parti d'extrême droite en Autriche.

(...)

Voilà, bien sûr une ligne très agressive vis-à-vis de l'Islam pour l'extrême droite autrichienne. Est-ce que vous êtes d'accord avec François Hollande, Nathalie Loiseau, quand il dit que ce gouvernement est contraire aux valeurs que porte l'Europe ?

R - Ça c'est le dire avant même que le gouvernement ait commencé à agir. Ce n'est pas ce qu'on lit dans le contrat de coalition. En Autriche, comme en Allemagne, comme dans un certain nombre de pays il y a un contrat de coalition entre les partis qui se rassemblent pour gouverner ensemble...

Q - Presque 200 pages ce contrat.

R - Qui fait un peu plus de 180 pages, en effet, et ce n'est pas ce qu'on y lit. Ceci étant il faut être extrêmement vigilant. Je voudrais commencer en disant qu'on avait très bien travaillé avec le gouvernement autrichien précédent. Christian Kern était le chancelier, Sebastian Kurz, qui

devient chancelier, était déjà ministre des affaires étrangères, il est membre du parti populaire autrichien, parti conservateur. Je voudrais rendre hommage à Christian Kern qui a fait un travail formidable, très pro-européen, très aidant pour trouver des compromis utiles pour l'Europe. Nous étions allés avec Emmanuel Macron en Autriche, l'été dernier, pour travailler sur les travailleurs détachés. Aujourd'hui il faut être vigilant. Sebastian Kurz se rend aujourd'hui même à Bruxelles pour voir Jean-Claude Juncker et le président du Conseil européen Donald Tusk. Donald Tusk lui a écrit hier en lui disant que l'Europe serait attentive au respect des valeurs européennes, au respect du contenu des traités mais aussi de l'esprit des traités européens. Nous serons tous très attentifs.

Q - Qu'est-ce qui peut être remis en cause, à quoi vous serez attentifs exactement ? Qu'est-ce qui n'est pas permis ou tolérable ?

R - Tout ce qui relève de l'État de droit, de la démocratie, de la séparation des pouvoirs, de la protection des médias, tous ces enjeux. L'indépendance de la justice, par exemple, nous y sommes très attentifs s'agissant de la Pologne...

Q - On va en parler.

R - Ce sont ces sujets-là qui nous rassemblent. L'Europe ce n'est pas juste un marché unique, c'est un ensemble de pays qui partagent les mêmes valeurs.

Q - On l'entendait dans la déclaration, ce que beaucoup redoutent aussi c'est une politique agressive vis-à-vis d'une religion, notamment vis-à-vis de l'Islam.

R - On sera attentif, évidemment, aussi. L'Europe est un continent d'ouverture et de tolérance.

Q - Est-ce que les dirigeants européens, dont vous faites partie Nathalie Loiseau, ont essayé de peser sur Sebastian Kurz pour qu'il ne donne pas des ministères régaliens, parce que c'est cela qui a un peu surpris aussi, à ce parti d'extrême droite, je le rappelle, la police, l'armée, les affaires étrangères ?

R - Non, cela c'est de l'ingérence. Les résultats des élections autrichiennes ont fait du FPÖ, le parti d'extrême droite, le troisième parti en Autriche, et il a choisi de gouverner avec le parti populaire. Ce n'est pas à un pays étranger d'indiquer à un chef de gouvernement quels ministères il doit donner à qui. Imaginez, en sens inverse, si un Espagnol, un Britannique, un Allemand, ou un Autrichien, venait nous dire «donnez tel ou tel ministère à telle ou telle personne», cela serait totalement inacceptable. En revanche, l'attention portée à la politique menée, aux choix qui seront faits, sera très forte.

Q - Donc François Hollande, en réagissant avec son tweet, fait un peu un procès d'intention ? On peut, ce que vous dites ce matin Nathalie Loiseau au micro de France Info, c'est que, un parti d'extrême droite au gouvernement, dans un pays de l'Union européenne, peut parfaitement respecter les valeurs de l'Union européenne.

R - C'est ce qu'on verra.

Q - Mais vous en faites l'hypothèse.

R - Aujourd'hui, Sebastian Kurz l'a dit, l'a répété quand il a gagné et pendant tout le temps où il a formé sa coalition. Son premier geste est de se rendre à Bruxelles, à l'évidence il veut rassurer. Maintenant on jugera sur les actes.

Q - Ce qui est compliqué c'est que vous appelez à la vigilance, mais c'est aussi l'expression du vote des Autrichiens, donc ce vote il est, j'allais dire, souverain.

R - Ce vote est souverain. Ailleurs en Europe, ou ailleurs dans le monde, on n'a pas toujours les gouvernements qu'on aurait choisis nous-mêmes, mais il faut apprendre à travailler avec eux, sans renier nos valeurs, en étant exigeants sur les points qui comptent, mais en respectant la volonté des électeurs. On parle ici d'une démocratie, on ne parle pas d'autre chose.

Q - En 1999, cela paraît très loin, mais l'Europe a déjà été confrontée à ce problème, toujours avec l'Autriche, avec des ministres d'extrême droite qui avaient intégré le gouvernement. On va le voir, à l'époque, certains dirigeants français, allemands aussi, cela avait fait polémique d'ailleurs, avaient pris une position d'hostilité vis-à-vis du gouvernement autrichien, «je pense que la meilleure solution c'est de ne pas lui adresser la parole» disait Martine Aubry en parlant de son homologue autrichienne, il y avait eu des formes de boycott. Là, visiblement, on n'en n'est plus là, en quelque sorte.

R - Alors deux choses. D'abord, le FPÖ de 2017 ce n'est pas le FPÖ de 1999, celui de Jorg Haider, qui était quand même très proche d'un passé néonazi, antisémite, aujourd'hui ce parti a objectivement changé. Cela ne veut pas dire qu'on lui fait un chèque en blanc, mais il a changé. Par ailleurs, ce qui s'est passé en 1999 c'est de la gesticulation. C'est très facile de dire «le plus simple c'est de ne pas lui parler», mais alors, qu'est-ce qu'on fait ? On se bouche les yeux et les oreilles pour ne pas voir et ne pas entendre. On ne parle qu'à des pays avec lesquels on partage les agendas. Quand on est chef d'État, quand on a une politique étrangère, quand on a des principes et des intérêts à défendre, on parle à des gens qui ne vous ressemblent pas, sinon on n'est pas chef d'État.

Q - Ce que vous dites impose un constat, pour en terminer sur le sujet de l'Autriche, on parlera de la Pologne à la reprise, c'est que le Front national peut dire très tranquillement aujourd'hui en France «voyez, un parti dit d'extrême droite qui arrive au pouvoir en Europe ça ne pose aucun problème, donc si nous nous étions au pouvoir, tous ceux qui vous disent holà là, ça serait une catastrophe, ils vous disent quelque chose qui n'est pas juste.»

R - Si ce n'est qu'Emmanuel Macron et ce gouvernement se sont battus contre l'extrême droite, et qu'on ne peut pas nous faire le procès d'avoir la moindre sympathie et la moindre envie de leur ouvrir la porte.

Q - Ce n'était pas le sens de ma remarque. Le sens de ma remarque c'est que l'extrême droite peut entrer dans un gouvernement sans que cela ne remette quoi que ce soit en cause. Qu'elle s'est banalisée d'une certaine façon.

R - Vous le découvrez sur l'Autriche, ou en tout cas vous le relevez sur l'Autriche, mais ailleurs, en Europe, l'extrême droite soutient le gouvernement au Danemark, une partie de la coalition belge est très proche de ce qu'on pourrait qualifier de l'extrême droite. Il y a un virage populiste dans certains pays d'Europe, pas tous, il ne faut pas non plus caricaturer, mais il est là, il est présent, ce n'est pas une bonne nouvelle. C'est la raison pour laquelle il faut être à la fois très pro-européen et réformer l'Europe pour mieux répondre aux attentes des citoyens et ne pas laisser les extrêmes prendre le pas sur les modérés et ceux qui ont un vrai projet.

Q - Nous parlions de la Pologne. Le Parlement polonais a adopté une loi qui met fin à l'indépendance de la justice et vous demandez au président polonais de ne pas ratifier cette loi.

R - Le processus législatif n'est pas tout à fait terminé. Le Sénat n'a pas encore...

Q - Mais c'est acquis.

R - Oui, cela paraît être une formalité. Ensuite, il faut une ratification par le président de la République. C'est une loi préoccupante parce qu'effectivement elle porte atteinte à l'indépendance de la justice. À partir de là, il y a un dialogue depuis un certain nombre de mois entre l'Europe et la Pologne sur ce sujet précis.

Q - Si la loi est ratifiée, qu'est-ce qui va se passer ?

R - Demain, les membres de la Commission européenne se réunissent et doivent décider si on lance une procédure qui peut conduire à des sanctions à l'encontre de la Pologne. Si rien n'évolue d'ici demain, il y a de fortes probabilités pour que cette procédure démarre. Il faut le faire. La France soutient totalement la Commission dans cette démarche-là. Je le disais tout à l'heure, l'Union européenne n'est pas un simple marché unique.

Nous sommes en Europe un ensemble de pays qui partagent des valeurs et qui sont attentifs à la démocratie, à l'État de droit, à la séparation des pouvoirs. Si un État dérive par rapport à ces éléments-là, il faut le dire, il faut marquer le coup. La semaine dernière à Bruxelles, Emmanuel Macron a rencontré le nouveau Premier ministre polonais. Il lui a dit de manière très claire.

Q - Mais pour qu'il y ait des sanctions contre la Pologne, il faut l'unanimité des autres États membres. On sait déjà que la Hongrie ne soutiendra pas les autres pays membres de l'Europe.

R - C'est ce qu'elle a dit jusqu'à présent.

Q - En fait, tout cela pour dire que s'installe quelque chose en Europe face auxquels finalement on a peu de pouvoir, c'est-à-dire pouvoirs autoritaires qui peuvent contrevenir aux valeurs européennes : indépendance de la justice, démocratie et on n'a pas grand-chose à faire en fait.

R - Vous avez raison. Les traités ne permettent pas de forcer la main au gouvernement d'un État membre. Parce que ceux qui ont signé les traités ne le souhaitaient pas, peut-être aussi parce qu'ils n'envisageaient pas, ils n'imaginaient pas qu'il puisse y avoir ce type d'évolution. Il faudra qu'à l'avenir on réfléchisse, notamment sur le versement des crédits européens.

La politique qu'on appelle la politique de cohésion, qui est destinée à aider les pays les moins riches à rattraper les autres en termes de convergence sociale, de convergence économique, ne peut pas, ne peut plus de notre point de vue être poursuivie les yeux fermés. Un pays qui dérive par rapport à l'État de droit par exemple doit faire un choix. Il est souverain, il prend ses décisions mais il ne peut pas en même temps demander à Bruxelles d'être soutenu par des milliards de fonds de cohésion.

Q - Conditionner l'obtention des crédits au respect de certaines règles et de certaines valeurs.

R - Bien sûr. En tout cas, c'est la position que nous allons défendre à Bruxelles.

Q - En France aussi, certains dénoncent une atteinte aux valeurs européennes. Je veux parler de la circulaire Mézard-Collomb qui prévoit que des brigades extérieures pourront intervenir dans des foyers d'hébergement d'urgence auprès des migrants pour voir qui est là en situation irrégulière, qui attend un statut de réfugié politique pour essayer de faire un tri. Ceci suscite un vif débat ; les associations notamment dénoncent cette circulaire et Jacques Toubon, défenseur des droits, a expliqué hier sur France Inter que la justice européenne pourrait retoquer la circulaire du ministre de l'Intérieur et du ministre du Logement.

(...)

Q - Est-ce que vous avez vérifié que la circulaire est conforme à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme et aux textes européens ?

R - La circulaire a assez peu à voir avec la manière dont Jacques Toubon la décrit. Je pense qu'il a été saisi par des associations qui en ont fait une description qui n'est pas conforme à la réalité.

Q - Vous avez vérifié sa compatibilité avec les règles européennes ?

R - Vous savez, la compatibilité, vous la vérifiez le jour où une cour vous dit : c'est bon ou ce

n'est pas bon. Vous pouvez essayer de penser que c'est conforme ; nous, nous le pensons évidemment mais après, c'est aux juridictions de juger. Que dit la circulaire ? Ce ne sont pas des patrouilles, ce sont des agents de la préfecture et de l'office français d'immigration et d'intégration qui vont aller dans les centres d'hébergement pour examiner, pour ceux qui l'acceptent, - donc qui ne forceront personne- leur situation administrative.

Q - C'est-à-dire que les personnes qui sont à l'intérieur et qui ne veulent pas répondre aux agents de la préfecture pourront ne pas répondre.

R - Ils n'auront aucune obligation de répondre.

Q - Cela ne sert pas à grand-chose alors.

R - Si, ça sert. Parce que vous avez...

Q - Qui va vouloir se faire recenser ?

R - Vous avez dans des centres d'hébergement d'urgence, qui sont destinés à traiter les cas les plus immédiats, des gens qui ont déjà le statut de réfugié, qui ne devraient pas être là, qui devraient se voir attribuer un logement. Vous avez des gens qui sont des demandeurs d'asile très avancés dans leur procédure de demande et à qui on pourrait proposer d'autres types d'hébergement.

Q - Vous inversez le sens de la circulaire. En fait, vous dites que c'est pour rendre service aux gens qui ont déjà un statut et qui ne devraient pas être dans un foyer d'hébergement d'urgence.

R - Vous savez, le sujet auquel on est confronté aujourd'hui, c'est en 2017 à peu près 95.000 à 97.000 demandes d'asile. C'est considérable. On est face à une crise migratoire depuis 2015. On n'est pas dans une situation où on peut se dire : «on continue comme avant, on ne change rien et cela marche.» La réalité, c'est que cela ne marche pas. Les demandeurs d'asile aujourd'hui attendent quatorze mois pour savoir s'ils ont ou pas le statut de réfugié. Ce qu'il faut faire, c'est faire en sorte que les procédures aillent beaucoup plus vite, que les gens puissent être traités dignement, que les gens soient hébergés là où ils ont vocation à être hébergés.

Q - Cette circulaire ne vous choque pas ?

R - Cette circulaire ne me choque pas. Elle est destinée à davantage d'efficacité. Si vous avez des gens qui ont été déboutés du droit d'asile, faut-il les garder en France ? Est-ce que c'est normal aujourd'hui que la moitié de ceux qui sont, par exemple, dans des lieux type porte de la Chapelle où régulièrement, malgré tous les efforts faits, il y a des campements sauvages qui réapparaissent, plus de la moitié sont des déboutés du droit d'asile ailleurs en Europe, notamment venant d'Allemagne. Est-ce qu'il faut les garder en France ?

Q - On imagine mal les clandestins qui risquent d'être expulsés accepter d'être recensés.

R - Ce n'est pas un recensement : c'est un examen et c'est une proposition. S'ils le refusent, c'est à eux de voir. Mais on imagine mal aussi aujourd'hui...

Q - Telle que vous la décrivez, la circulaire ne sert à rien.

R - On imagine mal aujourd'hui aussi engorger les centres d'hébergement d'urgence avec, par exemple, des demandeurs d'asile albanais. Vous le savez, c'est la première nationalité en termes de demande d'asile en France. Or, l'Albanie n'est pas un pays en guerre, n'est pas un pays en crise humanitaire. Il n'y a objectivement aucune raison qu'il y ait autant de demandeurs d'asile albanais en France qui restent en moyenne quatorze mois avec leur famille. C'est la raison pour laquelle Gérard Collomb est allé en Albanie la semaine dernière négocier et signer un accord avec les autorités albanaïses pour qu'ils puissent être raccompagnés en Albanie.

Parce que quand ces personnes-là sont logées dans des hébergements d'urgence, d'autres qui arrivent de Syrie, qui arrivent d'Irak, qui arrivent de pays en crise, qui arrivent de pays en guerre se retrouvent à la rue. Ça n'est pas normal. Ce sont ces situations-là qu'il faut examiner.

(...)

Q - Le gouvernement a décidé de modifier le mode de scrutin pour les élections européennes de juin 2019, il était régional, il sera national. Vous n'avez pas peur que ça détourne les gens d'un scrutin purement européen et qu'on parle beaucoup de politique intérieure, avec un scrutin national ?

R - Au contraire.

Q - On a déjà connu des scrutins nationaux.

R - Il y a beaucoup de scrutins nationaux...

Q - C'est pour cela qu'on a changé, qu'on est revenu à un mode régional.

R - Non, on a essayé, disait-on, de rapprocher les députés des électeurs, cela a été un échec, parce que vous êtes, vous peut-être, vous êtes capable de dire quel est votre député européen...

Q - Peut-être pas

R - Voilà, cela n'a pas marché, parce que les euro-circonscriptions, les régions qui avaient été découpées pour les élections européennes étaient extrêmement théoriques et très vastes. La réalité c'est que l'écrasante majorité des pays européens ont des scrutins avec listes nationales. Ce que nous souhaitons c'est qu'il y ait un vrai débat sur l'Europe, et pas des débats locaux...

Q - Vous le souhaitez, mais souvent, quand il y a des listes nationales, on a connu ça en France, on parle beaucoup de la situation intérieure...

R - Ça c'est de la responsabilité des partis, et ce que nous espérons, et c'est ce que fera En Marche, c'est parler d'Europe et des enjeux européens. Aujourd'hui, de plus en plus souvent, on prend conscience que les grands enjeux auxquels on est confronté ont une dimension européenne forte.

On vient de parler d'immigration, on pourrait parler du changement climatique et de la révolution numérique, on parle de la mondialisation et de la lutte contre le terrorisme. Tous ces enjeux-là, aujourd'hui, se traitent essentiellement à niveau européen. Et donc, pouvoir avoir un vrai débat, des vrais choix politiques, sur les questions européennes, à l'occasion du scrutin de 2019, c'est indispensable. Nous pensons franchement qu'avec une liste nationale...

Q - Vous obtiendrez ce but-là.

R - C'est aux partis de jouer le jeu et de ne pas revenir sur des querelles et des juxtapositions de 27 élections différentes, avec des enjeux différents, la même semaine.

(...)

Q - Merci beaucoup Nathalie Loiseau, très bonne journée./.